Le changement des habitudes de travail durant le confinement a vu naître des effets positifs sur l'environnement : réduction du trafic routier, moins de pollution de l'air et sonore. Mais est-ce réellement une solution pérenne ? Dans un monde où le virtuel prend le dessus, le télétravail ne serait-il pas l'arrêt des relations sociales ? Le télétravail ne facilite pas la communication. Nous avons besoin de contacts sociaux et humains avant tout.

Ce qu'il faut revoir c'est la notion de travail en elle même. Ce n'est pas normal que 60% des 25-64 ans considèrent leur travail comme une contrainte (Les Français et le travail, 2014). Est-ce normal que les tâches domestiques représentent en moyenne 21h par semaine (D. Roy, Insee, 2012) et ne soient pas rémunérées alors que les boites de conseils touchent des centaines de milliers d'euros pour quelques conférences sur comment bien placer son argent au long terme ? Fillon aurait empoché 200 000 euros de la part d'Axa pour des "conseils", et sa femme aurait touché pendant plusieurs années des salaires allant jusqu'à 10 000 euros mensuels pour un emploi d'assistante parlementaire qu'elle n'a jamais réellement occupé (A. Cayron, Utopia XXI).

Ce n'est pas normal que les différences de salaires soient aussi grandes. Ce n'est pas normal qu'un avocat puisse être payé jusqu'à 400 euros de l'heure ou qu'un huissier gagne 500 euros pour un constat qui prend 30 min tandis qu'un enseignant ou une infirmière gagne 2 000 euros par mois. L'inégalité salariale n'est pas justifiée. Les anciens présidents de la République ont droit à un appartement de fonction meublé et équipé, deux employés, deux gardes du corps, une voiture de fonction, deux chauffeurs et sept collaborateurs permanents pour leur secrétariat soit environ 2 millions d'euros par an et par ancien président (R. Dosière, Le Point, 2015). Est-ce réellement nécessaire ? Est-ce raisonnable ?

Pourquoi dire aux gens que nous n'avons pas de budget alors que ces 2 millions sont 2 millions prélevés des impôts des citoyens ? Ils sont censés avoir un droit de regard sur la dépense de leurs impôts. Ajoutez à ça les 5 000 euros par mois que touche un ancien président à la retraite, plus de 6 000 en tant qu'ancien député... Ces dépenses sont injustifiées. (A. Cayron, Utopia XXI). L'écart salarial ne devrait pas dépasser un facteur 10. Et ce sont ces gens là qui nous dirigent. Des gens qui n'ont pas la notion de galère de fin mois, des gens qui ne sont pas représentatifs de la réalité de notre pays. Aujourd'hui le travail n'est plus un plaisir et il n'est pas juste. Comment Muriel Pénicaud, ancienne DRH du groupe Danone, qui a gagné 1,14 millions d'euros en 2013 et 2,38 millions en 2014 grâce à un plan social sur 900 personnes peut-elle être ministre du travail ? Est-ce normal que le gouvernement de Manuel Valls compte, en 2016, 14 millionnaires parmi les 39 ministres et secrétaires d'Etat ? Est-ce normal que les médias soient détenus par des industriels et des financiers ? Olivier Schrameck, qui a entre autre été directeur du cabinet de Lionel Jospin, connaît-il les médias ? Comment se fait-il qu'il est été nommé par F. Hollande président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ? Avant lui, le CSA avait élu Delphine Ernotte à la tête du conseil, qui n'était autre que la dirigeante d'Orange. (A. Cayron)

Ce n'est pas normal que des gens aient accès à des postes hauts placés alors que leur parcours ne le justifie pas.

Le secteur du travail demande plus de transparence et d'honnêteté, les impôts ne doivent pas servir à payer des chauffeurs aux anciens présidents. Ils doivent revaloriser le travail et donner une raison et de l'espoir aux citoyens de se lever le matin.

Le travail ne doit pas être une question de chance.